

Bulletin du FMI

Bilan de l'économie sénégalaise

Le Sénégal est en bonne posture pour réaliser son potentiel de croissance à long terme

Bulletin du FMI en ligne
13 juillet 2012



Échangeur autoroutier à Dakar (Sénégal). D'après le FMI, la croissance devrait repartir en 2012 grâce à la hausse des investissements publics dans les infrastructures (photo : Sy/Newscom)

- La transition politique qui s'est opérée récemment dans le calme est une bonne nouvelle pour le Sénégal et la région
- La croissance devrait repartir en 2012, mais la gestion économique reste confrontée à divers risques et enjeux
- Il importe de mettre en œuvre des réformes ambitieuses pour maintenir les finances publiques sur une trajectoire viable

À la suite des récentes élections présidentielles et législatives, la transition politique s'est opérée sans heurts avec l'entrée en fonctions du nouveau président, de son gouvernement et du parlement fraîchement élu. Les autorités ont confirmé leur ferme adhésion aux objectifs de réformes soutenus par le FMI au titre de l'instrument de soutien à la politique économique (ISPE). La mise en œuvre du programme, qui s'était sensiblement ralenti à l'approche des élections, reprend maintenant son rythme.

À l'issue de son bilan périodique de la situation économique du pays, le FMI a félicité les autorités pour la transition politique qui s'est opérée en bon ordre et a encouragé leurs efforts en vue de maintenir la maîtrise des finances publiques en 2012 et de ramener le déficit budgétaire à un niveau plus viable. Cependant, une accélération de la mise en œuvre des réformes structurelles — en particulier de la gouvernance et du secteur de l'électricité — est souhaitable pour accroître le potentiel de croissance à long terme.

Risques pesant sur la croissance

Après une baisse de régime en 2011, due essentiellement à une terrible sécheresse dans le Sahel, la croissance économique devrait remonter à 3,9 % en 2012. Cela tient principalement aux effets de la hausse des investissements publics dans les infrastructures, au rebond de la production agricole et à la vigueur persistante du secteur minier. La hausse des prix à la consommation devrait rester modérée en 2012, autour de 2,5 %. Les perspectives à moyen terme semblent aussi positives.

La gestion économique pourrait être confrontée dans les mois qui viennent à divers risques et défis. Un affaiblissement de la conjoncture mondiale, et notamment un repli en Europe, et l'instabilité persistante dans les pays voisins réduiraient la demande extérieure et les envois de fonds de l'étranger, plombant les comptes extérieurs et l'activité économique. Sur le plan interne, le peuple sénégalais attend beaucoup du nouveau gouvernement : maîtrise du coût

de la vie, solution définitive de la crise du secteur de l'énergie et mesures concrètes pour promouvoir activement la création d'emplois, notamment pour les jeunes au chômage.

Politique à moyen terme

Sur cette toile de fond, il importe de mettre en œuvre des politiques et réformes d'accompagnement afin d'accroître le potentiel de croissance de l'économie, de promouvoir la création d'emplois et de renforcer la résilience aux chocs exogènes.

- ***Mener une politique budgétaire prudente pour préserver la viabilité de la dette à long terme.*** La cible de déficit budgétaire pour 2012 a été révisée à la hausse (à 6,4 % du PIB) pour tenir compte de facteurs exogènes, notamment les effets de la sécheresse sahélienne sur l'économie et la population sénégalaises et la dégradation de la conjoncture internationale. Mais afin de tenir cet objectif il faudra tout de même des efforts énergiques pour maîtriser les dépenses, ce qui peut se faire en réduisant les coûts de fonctionnement de l'État et en différant des investissements non prioritaires. Il faudra que le déficit budgétaire se réduise encore à moyen terme pour que la dette reste viable; les autorités entendent le ramener en dessous de 5 % du PIB en 2013 et 4 % d'ici 2015. Il faudra aussi suivre une politique d'emprunt prudente dans le cadre d'une stratégie de gestion de la dette à moyen terme.
- ***Améliorer la mobilisation des recettes et rehausser l'efficacité des dépenses.*** De vastes réformes vont permettre de simplifier le système fiscal en le rendant plus transparent et efficace, et de moderniser les administrations fiscalo-douanières. En matière de dépenses les autorités entendent lutter contre le gaspillage et les abus dans la fonction publique, rationaliser les dépenses dans les secteurs clés et remplacer le système coûteux et non viable de subventions universelles des prix (de l'énergie notamment) par des régimes mieux ciblés en faveur des plus démunis, ce qui permettra de dégager des marges budgétaires et de rehausser l'efficacité de l'action gouvernementale.
- ***Améliorer la gouvernance publique.*** Des progrès sensibles ont été accomplis mais il demeure essentiel de continuer à réformer la gestion des finances publiques pour améliorer le fonctionnement de l'État. Le nouveau gouvernement a lancé un message fort dans ce domaine en adoptant en juin 2012 le code de transparence budgétaire de l'UEMOA, et en entreprenant une ambitieuse réforme des organes gouvernementaux.
- ***Accélérer les réformes structurelles pour promouvoir le développement du secteur privé, la création d'emplois et la compétitivité.*** Une vaste réforme du secteur de l'énergie reste cruciale pour la croissance. Les coupures d'électricité de 2010-11 ont eu de graves retombées sur l'activité économique et le bien-être de la population. Il importe aussi de réduire durablement le coût de l'électricité qui est élevé, en dépit de fortes subventions. Il convient de mettre en œuvre des réformes énergiques pour accroître l'offre, adopter des technologies moins onéreuses et réduire le coût et la charge des subventions à la consommation, qui grèvent le budget. D'autres mesures doivent être prises en vue de supprimer les goulots d'étranglement qui brident la croissance et d'améliorer le climat des affaires et la gouvernance. Il importe notamment d'améliorer l'accès au financement, en particulier pour les petites et moyennes entreprises et les ménages.

- Dans un contexte politique favorable, et moyennant des politiques macroéconomiques appropriées et la mise en œuvre énergique des réformes nécessaires, le Sénégal devrait être en bonne posture pour connaître une croissance économique forte et soutenue, créer des emplois et continuer de faire reculer la pauvreté.